

## **DOSSIER 2 : Les outils de la macroéconomie**

**Les documents sont à lire attentivement et les questions de réflexion doivent être traitées au même titre que l'intégralité des exercices pour chacune des séances.**

### Documents :

Document 1 : Graphique : taux de croissance du PIB en volume de 1970 à 2012 (GDP) - OCDE

Document 2 : « En 2015, le PIB augmente de 1.3% », Insee, Informations rapides

Document 3 : Interview d'Olivier Blanchard (FMI, MIT), Le Monde Économie&Entreprise, 1<sup>er</sup> juillet 2013

Document 4 : « Alerte sur la croissance mondiale », Le Monde économie, 6 janvier 2016.

Document 5 : *"Leurrés par la croissance"*, Le Monde, décembre 2013

Document 6 : Banque mondiale et croissance solidaire, mai 2012

Document 7 : « Mesurer autrement la richesse », Les Cahiers français n°355, 2010

### **Documents complémentaires (supports de cours, et documents d'aides pour la question de réflexion n°7) :**

Document 8 : Le PIB et ses composantes à prix courants et classement des pays par PIB, Insee, FMI, mai 2014

Document 9 : *"Le cadre de l'analyse économique : le circuit économique"*, Les Cahiers Français, n°315

Document 10 : Le TES de la France en 2012 et le TEE, Insee, 2012

Document 11 : Partage de la VA en 2012, Insee, 2012

Document 12 : Extrait du Rapport Stiglitz (2010) et *"État des inégalités, OCDE"*, Le Monde, mai 2014

Document 13 : Your Better Life Index, PIB et Bien-Être

### Questions de réflexion :

1. Qu'est-ce qu'un agrégat ?
2. Quelle est la différence entre prix courant et prix constant ?
3. Définir le PIB. Comment obtient-on le taux de croissance ?
4. Définir les concepts suivants : PIB nominal, PIB réel, PIB potentiel, PIN, PNB (ou RNB)
5. Comment la croissance a-t-elle évolué depuis les années 1970 ? Quelles sont les tendances actuelles en matière de croissance ? Quels en sont les enjeux ?
6. Définir et expliciter la différence entre les notions de croissance et de développement. Préciser les notions de croissance inclusive, croissance solidaire et croissance verte.

7. **Question de réflexion à traiter sous la forme d'une dissertation ou d'un plan détaillé** : Le PIB est-il un bon indicateur macroéconomique ?

**Bibliographie spécifique** :

BILLAUBOT B., Économie descriptive, Dunod, 1987

KLOTZ G., La comptabilité nationale, tome 2, Armand Colin, Paris, 1990

LE CACHEUX J., *“Le PIB : une mesure contestée”*, Les Cahiers Français, n°347

MONTOUSSÉ M., *“La croissance”*, *“Les principaux modèles de la croissance”*, Les Cahiers Français, n°315

## L'intégralité des exercices fondamentaux doit être réalisée pour chacune des séances.

### Exercices fondamentaux :

#### Exercice 1 :

Soient les quantités produites d'un bien quelconque et son prix unitaire dans un pays quelconque.

Années	Quantités (en unités)	Prix (en €)
2010	7 500	80
2011	9 000	120
2012	8 750	140
2013	9 200	130

#### 1. Calculez, pour chaque année :

- la valeur de la production à prix courants ;
- la valeur de la production à prix constants (prix de 2010) et commentez. Pourquoi la valeur de la production à prix constants baisse entre 2011 et 2012 alors que la valeur nominale de la production augmente ?

Années	Quantités (en unités)	Prix (en €)	Valeur de la production (en €)	Valeur de la production (en € 2010)
2010	7 500	80		
2011	9 000	120		
2012	8 750	140		
2013	9 200	130		

#### 2. Qu'entend-on par « déflateur » ?

#### 3. Établir l'indice de volume de la production, ainsi que l'indice de la valeur de production à prix constants (base 100 l'année 2010). Commentez.

Années	Quantités (en unités)	Indices	Valeur de la production (en € 2010)	Indices
2010	7 500			
2011	9 000			
2012	8 750			
2013	9 200			

#### 4. Établir l'indice de la production à prix courants (base 100 l'année 2010). Puis établir l'indice du prix du bien (base 100 l'année 2010).

Années	P (en €)	Indices	Valeur de la production (en €)	Indices
2010	80			
2011	120			
2012	140			
2013	130			

#### 5. En prenant par exemple l'année 2011, est-il possible d'établir une relation entre les indices de valeurs, de volume et de prix ?

#### Exercice 2 :

On considère une économie ouverte dont on vous fournit les informations suivantes pour une année  $n$  (en Mds d'unités monétaires : u.m.) : exportations (507 u.m.), consommation (1500 u.m.), dépenses publiques (442 u.m.), solde de la balance commerciale (104 u.m.) et investissement (604 u.m.).

#### 1. Dégager le PIB de l'année $n$ .

#### 2. Au cours de l'année $n+1$ , le taux de croissance du PIB est de 5% et celui de l'inflation est de 3% : calculez le taux de croissance du PIB en volume et donnez son niveau en u.m. constantes année $n$ .

#### 3. Au cours de l'année $n+1$ , le taux de croissance du PIB est de 2% et celui de l'inflation est de 7% : calculez le taux de croissance du PIB en volume et donnez son niveau en u.m. constantes année $n$ . Interprétez.

4. Le tableau ci-dessous montre l'évolution du PIB et de l'indice des prix en France entre 2000 et 2010 (en Mds d'euros courants et en indice base 100 = 2005 pour les prix, Insee 2012) : calculez les valeurs manquantes.

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PIB courant	1440	1497	1543	1588	1656	1718	1798	1887	1933	1886	1937	199
Indice des prix (base100=2005)	90,7	92,6	94,6	96,5	98,1	100	102,1	104,8	107,4	108	109,3	110,8
Prix constant aux prix 2005	1587	a	1631	1646	1688	b	1761	1800	c	d	1772	1802
Taux de variation annuel du PIB	3,7	e	0,9	0,9	f	1.8	2.5	2.2	g	h	i	1.7

7. Par combien ont été multiplié les prix entre 2000 et 2011 ? Expliquez pourquoi on ne peut pas comparer la valeur de la production de 2000 et celle de 2011. Comment obtient-on le volume de la production ?

### Pour s'entraîner...

Les exercices suivants peuvent être traités dans un second temps, à titre d'entraînement.

#### Exercice 3 :

L'Insee du pays A collecte les données suivantes pour l'année 2010 en euros et prix courants :

Valeur brute de la production	4 800	Exportations de biens et services	1 500
Revenus de l'activité entrepreneuriale	600	Importations de biens et services	1 200
Intérêts et loyers	270	Impôts indirects-subventions	240
Consommation privée	2 200	Revenus à l'étranger des nationaux	100
Dépenses courantes de l'État	700	Revenus des étrangers sur le territoire	300
Investissement brut	760	Produit national net	2 910

Dans le pays B, voisin du pays A, le PIB nominal en 2010 était de 800. Les deux pays ont formé une union économique ; avec le reste du monde il n'y a aucun échange.

1. Calculez le PIB, le PNB, la valeur de la production intermédiaire et les revenus des salariés.
2. En 2010, l'Insee a calculé un PIB nominal de 3 600, en 2011 de 3 900 et en 2012 de 3 939. L'indice des prix pour 2010 est de 96, 100 pour 2011 et 101 pour 2012. Calculez le taux de croissance du PIB réel pour 2010-2011 et 2011-2012.
3. Indiquez des raisons possibles expliquant la différence entre les revenus des résidents à l'étranger et les revenus des non-résidents dans le pays A. Quantifiez la différence entre PIB et PNB dans le pays B.

#### Petit test...

1. Supposons que le taux de délinquance diminue et qu'on puisse réduire de moitié l'effectif des forces de police. Les anciens officiers de police obtiennent tous des emplois dans le secteur privé, pour un salaire équivalent à celui des officiers de police. Comment se comporte le PIB ?
2. Un célibataire épouse sa femme de ménage. Quelle incidence sur la création de richesse au niveau de la Nation ?

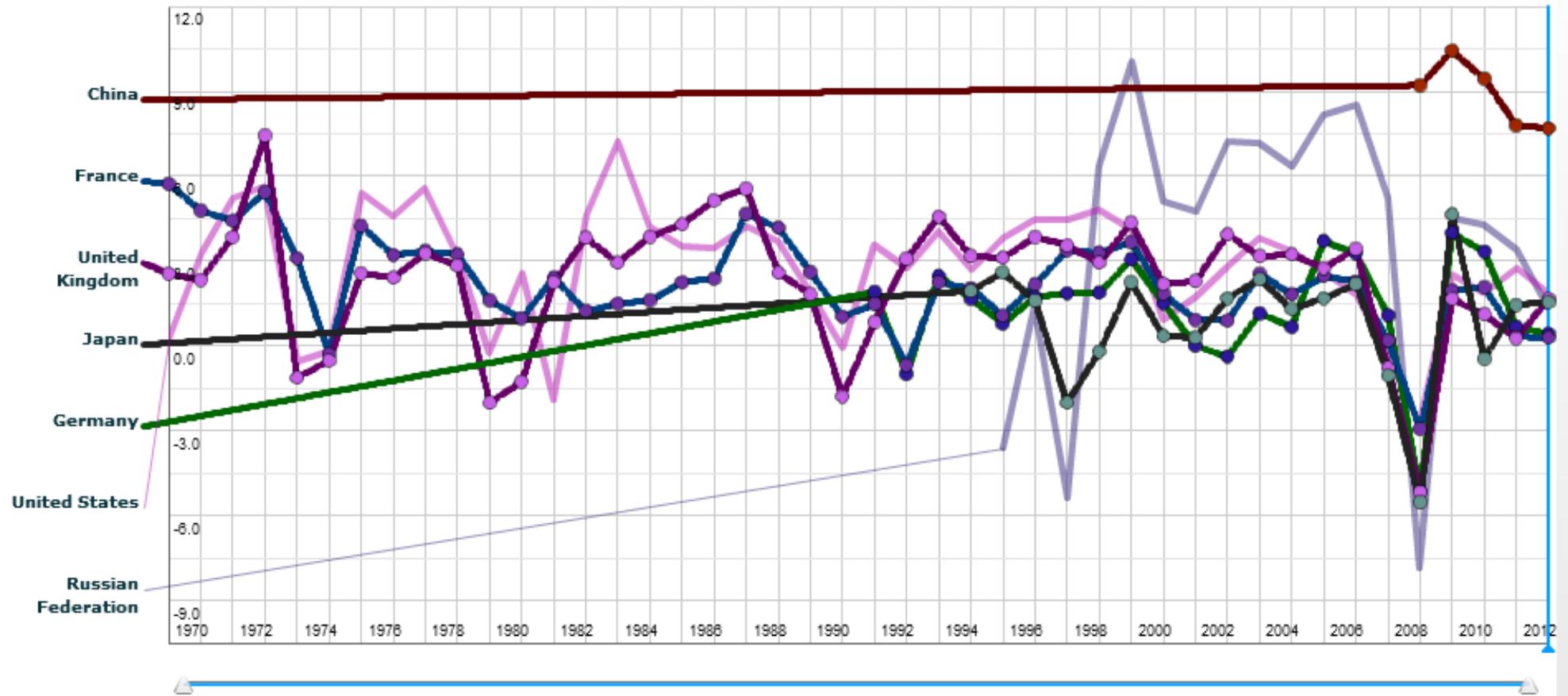
3. Vrai ou faux ?

- a. Si un pays concentre sa production sur des biens dont le prix de vente est élevé, son revenu national augmentera automatiquement.
- b. Les allocations chômage contribuent à faire augmenter le revenu national les années où l'emploi est faible.
- c. Un niveau plus élevé de PIB réel par habitant est toujours une bonne chose.

Doc 1 : Taux de croissance du PIB en volume (en %) de 1970 à 2012



Gross domestic product - expenditure approach, Growth rate compared to previous quart...



# Informations Rapides

17 mai 2016 - n° 127

Principaux indicateurs



## Comptes nationaux annuels - Révisions des principaux agrégats sur les années 2013-2015

### En 2015, le PIB en volume augmente de 1,3 %

**Erratum** : cette Informations Rapides remplace et annule celle publiée le 17 mai 2016 à 8h45, le chiffre de la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance de 2015 étant rectifié.

**Avertissement** : en raison du nouveau calendrier de publication des comptes trimestriels, les estimations révisées des comptes nationaux annuels et trimestriels pour les années 2013 à 2015 ne seront diffusées dans leur intégralité que le 30 mai prochain. La présente publication expose les résultats sur le produit intérieur brut (PIB) et les principaux agrégats, en données brutes. Une estimation corrigée des jours ouvrés (CJO) est également fournie pour le PIB en volume, afin de permettre la comparaison avec la croissance annuelle du PIB en 2015 publiée en données CJO le 29 avril dernier, lors de la première estimation des comptes trimestriels pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume\* pour l'année 2015 est estimée à +1,3 % en données brutes (+1,2 % en données CJO). La dépense de consommation des ménages accélère nettement (+1,5 % après +0,7 % en 2014) et l'investissement se redresse (+1,0 % après -0,3 %), de sorte que la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'établit à +1,4 point après +0,6 point en 2014. La contribution du commerce extérieur reste négative (-0,3 point). À l'inverse, celle des variations de stocks demeure légèrement positive (+0,1 point).

Exprimé en part de PIB, le déficit public 2015 s'établit à 3,6 % contre 3,5 % précédemment du fait de la révision à la baisse du PIB en valeur par rapport à la publication du 25 mars 2016. La dette publique atteint 96,1 % du PIB au lieu de 95,7 % lors de l'estimation précédente.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages accélère (+1,6 % contre +0,7 % en 2014) à la faveur de revenus d'activité plus dynamiques. Le taux de marge des sociétés non financières (SNF) se redresse nettement (+1,1 point à 31,4 %), stimulé à la fois par l'accélération de la valeur ajoutée et les mesures de réduction du coût du travail : allègements ciblés de cotisations sociales dans le cadre du Pacte de responsabilité et de solidarité, passage de 4 % à 6 % du taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

\* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés.

### Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

Variations n/n-1, en %, données brutes

	Précédentes estimations			Nouvelles estimations		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
<b>PIB</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>		<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>
PIB corrigé des jours ouvrés (CJO)	0,7	0,2	1,2	0,6	0,7	1,2
Importations	1,7	3,8		2,1	4,7	6,6
Dép. conso. ménages	0,4	0,6		0,5	0,7	1,5
Dép. conso. APU*	1,7	1,5		1,5	1,2	1,4
FBCF totale	-0,6	-1,2		-0,8	-0,3	1,0
dont ENF*	0,5	2,0		0,2	1,6	2,8
dont ménages	-1,5	-5,3		-0,5	-3,5	-0,8
dont APU*	0,1	-6,9		-0,7	-5,7	-3,8
Exportations	1,7	2,4		1,9	3,3	6,1
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	0,5	0,5		0,4	0,6	1,4
Variations de stocks	0,2	0,2		0,2	0,5	0,1
Commerce extérieur	0,0	-0,5		-0,1	-0,5	-0,3

\*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières  
Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010

### Niveau du produit intérieur brut

Milliards d'euros, données brutes

	Précédentes estimations			Nouvelles estimations		
	2013	2014		2013	2014	2015
PIB en euros courants	2116,6	2132,4		2115,3	2140,0	2181,1
PIB en euros de 2010	2057,2	2060,9		2055,5	2068,6	2095,0

Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010

### Ratios de finances publiques

en %, données brutes

	Estimations publiées le 25 mars 2016			Nouvelles estimations		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Déficit notifié / PIB	-4,0	-4,0	-3,5	-4,0	-4,0	-3,6
Dette notifiée / PIB	92,4	95,3	95,7	92,4	95,3	96,1
Dépenses publiques / PIB	57,0	57,3	56,8	57,0	57,3	57,0
Recettes publiques / PIB	52,9	53,4	53,2	52,9	53,4	53,5
Prélèvements obligatoires / PIB	44,8	44,8	44,5	44,8	44,8	44,7

Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010

## Révisions sur les années 2014 et 2013

Pour l'année 2014, la croissance du PIB en volume est rehaussée de 0,4 point et s'établit à +0,6 % en données brutes. Cette révision a pour contrepartie une contribution comptable plus importante des variations des stocks (+0,5 point contre +0,2 point précédemment). La contribution de la demande intérieure finale hors stocks est revue légèrement à la hausse de 0,1 point, à +0,6 point, car l'investissement baisse moins qu'estimé antérieurement (-0,3 % contre -1,2 %). La contribution du commerce extérieur est inchangée (-0,5 point), le dynamisme des exportations et des importations étant accentué dans des proportions similaires. Le taux de marge des SNF se redresse (+0,5 point contre -0,3 point précédemment) du fait d'une croissance plus marquée de leur valeur ajoutée et de rémunérations versées moins dynamiques que dans l'estimation précédente. En corollaire, le taux de croissance du pouvoir d'achat des ménages est revu en baisse, de même que leur taux d'épargne.

Pour l'année 2013, la croissance du PIB en volume est révisée de -0,1 point et s'établit à +0,6 % en données brutes. Les révisions sont faibles sur la plupart des agrégats qui le composent. Toutefois, l'investissement des administrations publiques s'avère désormais en baisse (-0,7 %) alors qu'il était quasi stable dans l'estimation précédente (+0,1 %). La baisse du pouvoir d'achat des ménages est accentuée (-0,4 % contre -0,1 % précédemment) du fait notamment d'une révision à la baisse des dividendes reçus.

## Comptes des ménages

en %, données brutes

	Précédentes estimations			Nouvelles estimations		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Pouvoir d'achat	-0,1	1,1		-0,4	0,7	1,6
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-0,6	0,7		-0,9	0,1	1,1
Taux d'épargne	14,7	15,1		14,3	14,4	14,5

Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010

## Comptes des sociétés non financières (SNF)

en %, données brutes

	Précédentes estimations			Nouvelles estimations		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Taux de marge	29,7	29,4		29,9	30,4	31,4
Taux d'investissement	22,8	23,1		22,6	22,8	22,9
Taux d'auto-financement	73,7	74,9		75,2	76,0	86,3

Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010

### Pour en savoir plus :

- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)
-  Suivez-nous aussi sur [Twitter @InseeFr](https://twitter.com/InseeFr)

Prochaine publication des comptes nationaux annuels : le 30 mai 2016 à 8h45  
Prochaine publication de cette *Information Rapide* : mi-mai 2017

# M. Blanchard : « Les freins à la croissance devraient se relâcher dans l'avenir »

L'économiste en chef du FMI estime que le chômage mettra des années à se résorber en Europe

## Entretien

Olivier Blanchard, économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), pense que le principal problème en France, comme en Europe, réside dans le manque de confiance. Il estime que dettes publiques et chômage de masse mettront des années à se résorber.

**François Hollande annonce une baisse du chômage en France pour la fin de 2013. Est-ce réaliste ?**

Cela n'est pas certain, mais possible. Lors de nos prévisions d'avril, nous tablions sur un chômage qui se stabiliserait fin 2013. Depuis, on a plutôt eu des mauvaises nouvelles. Il se peut que le chômage augmente un peu plus longtemps. Mais la tendance est à la stabilisation, éventuellement à l'inversion.

**Peut-on être optimiste ?**

Je crois que oui. La France bénéficie d'une politique monétaire de la Banque centrale européenne exceptionnelle. Avec des taux d'intérêt aussi bas, en temps normal, on aurait un vrai boom.

Les freins qui font que la croissance reste aussi faible devraient se relâcher dans l'avenir. Le frein bancaire l'est déjà largement. Le frein budgétaire très fort – une consolidation budgétaire de près de 1,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2013 –, devrait être desserré en 2014. Reste le frein de l'absence de confiance en l'avenir, qui explique clairement une partie de la faiblesse de la croissance.

**Pensez-vous que le président François Hollande réforme suffisamment ?**

Réformer est politiquement difficile. Il ne faut pas vouloir aller trop vite. La réforme du marché du travail est une bonne première étape. Mais si elle devait être la dernière, ce serait insuffisant. La réforme des retraites sera importante en raison du signal qu'elle enverra. L'augmentation du nombre d'années de cotisations semble une bonne option.

**La Grèce est-elle sortie du pire ?**

Il y a des signes d'amélioration. La compétitivité grecque a augmenté grâce à des baisses de salaires plus que grâce à une hausse de la productivité. On constate le même phénomène dans les autres pays de la périphérie. Malheureusement, la demande mondiale n'est pas au mieux, ce qui n'aide pas

leurs exportations, et leur demande reste déprimée. Diminuer les taux d'intérêt est une priorité.

**Faut-il que les créanciers publics de la Grèce – Europe et FMI – acceptent d'effacer une partie de leurs créances ?**

Nous n'envisageons pas de nouvelles discussions sur le soulagement de la dette grecque à ce stade. Nous avons dit qu'il faudrait probablement une autre réduction de la dette. Cela fait partie des engagements des Européens, si celle-ci devait dépasser 124 % du PIB en 2020 et 110 % en 2022.

**Les Etats-Unis redémarrent.**

**S'agit-il d'une reprise solide ?**

Oui. Les Etats-Unis semblent tirés d'affaire ; la reprise y est très solide. Le principal frein, c'est la consolidation budgétaire, qui limite la croissance à 2 % cette année. Cette consolidation est trop forte à court terme, mais insuffisante à moyen terme. C'est un problème qui devrait pouvoir se régler à terme, malgré l'impasse politique.

**Pourquoi les marchés surréagissent-ils à la fin de la politique monétaire américaine non conventionnelle ?**

Ils paniquent un peu, car on ne sait pas ce que donne une sortie de ces politiques. Cela n'a jamais été fait auparavant. La turbulence qu'on vient d'observer devrait se calmer. Jusqu'à la prochaine fois...

**Le ralentissement des pays émergents est-il durable ?**

Probablement durable en Chine, en Inde ou au Brésil. Pour des raisons différentes. Dans la mesure où ces pays importeront moins, cela peut affecter la croissance mondiale. Nous avons calculé qu'une baisse de la croissance de deux points des BRICS pourrait coûter à l'Europe comme aux Etats-Unis un demi-point de croissance.

**La doctrine du FMI a évolué ces dernières années. On est loin des années Michel Camdessus, directeur général de 1987 à 2000.**

Il n'y a pas de doctrine, mais des principes de politique budgétaire, monétaire, de politique de taux de change, qui sont nécessaires à établir quand on envoie des équipes dans un pays. C'est vrai, on les a modifiés, mais pas abandonnés.

Nous avons évolué depuis le début de la crise en 2008 et nous aurions été coupables de ne pas le faire. Les mêmes principes peuvent conduire à des recommandations différentes selon les moments. En 2008-2009, le FMI prônait de faire de l'expansion budgétaire quand la demande mondiale menaçait de s'effondrer. Quand le pire de la crise est passé, il a conseillé de réduire les déficits. Ce n'est pas contradictoire.

**Que pensez-vous des « Abenomics », la politique de relance économique au Japon du premier ministre Shinzo Abe ?**

Pour que cela réussisse, il faut que l'inflation augmente, ce qui fera baisser les taux réels, et donc la charge de la dette. Et que les investisseurs continuent à prêter à des taux bas et qu'ils aient confiance dans l'ajustement budgétaire qui, même si le premier ministre Shinzo Abe l'a promis, n'est pas encore en marche. Il y a des incertitudes sur ces points, et on peut s'attendre à pas mal de volatilité dans les prochains mois.

**Quand reviendra une croissance mondiale vigoureuse ?**

Il faudra de nombreuses années pour que le chômage revienne à un niveau acceptable. Et encore plus longtemps pour gérer l'héritage budgétaire de cette crise. Une dette publique élevée est dangereuse.

Si les investisseurs s'inquiètent et demandent des taux d'intérêt élevés, cette charge peut devenir trop lourde pour l'Etat, et les investisseurs peuvent provoquer la crise qu'ils redoutaient. Une des leçons de la crise, c'est la fragilité de notre système économique. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ALAIN FAUJAS  
ET VIRGINIE MALINGRE



Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, lundi 24 juin, à Paris. ANTOINE DOYEN POUR « LE MONDE »

Doc 4 : "Alerte sur la croissance mondiale", Le Monde économie, 06.01.2016

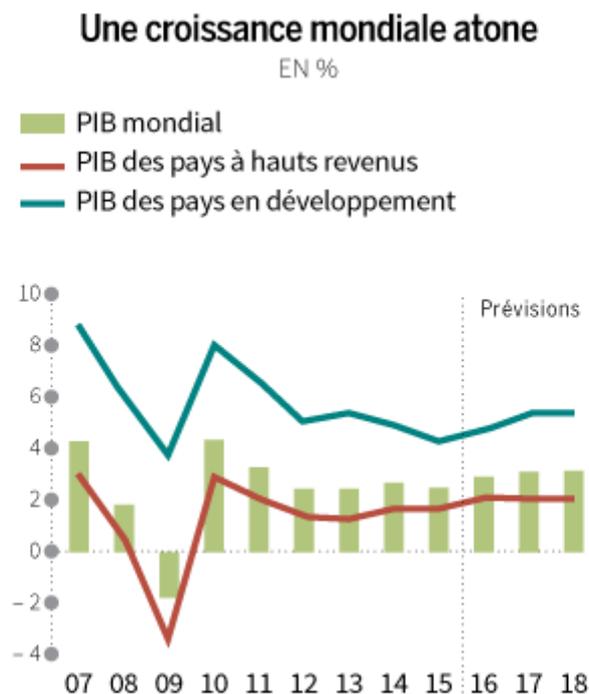
## Alerte sur la croissance mondiale

LE MONDE ECONOMIE | 06.01.2016 à 21h02 • Mis à jour le 07.01.2016 à 11h36 | Par Claire Guélaud (/journaliste/claire-guelaud/)



Les taux de croissance des pays émergents, moteur de l'économie mondiale dans les années 2000, déclinent depuis cinq ans. PETER PARKS / AFP

Le Fonds monétaire [international](#) (FMI) avait, le premier, tiré la sonnette d'alarme. Sa directrice générale, Christine Lagarde, avait prédit pour 2016 une croissance mondiale « *décevante et inégale* », dans une tribune publiée le 30 décembre 2015 par le quotidien économique allemand *Handelsblatt*. Dans ses *Perspectives économiques mondiales*, présentées mercredi 6 janvier, la Banque mondiale ne dit pas autre chose. Pour la énième fois depuis la crise de 2008, l'institution a dû [réviser](#) à la baisse ses prévisions. Elle mise désormais sur une croissance mondiale limitée à + 2,9 % en 2016, en baisse de 0,4 point par rapport à ses chiffres de juin 2015, et sur une reprise « *modeste* » en 2017-2018 (+ 3,1 %).



« *Les temps changent* », souligne Kaushik Basu, chef économiste et vice-président de l'organisation internationale, dans son avant-propos. Les taux de croissance des pays émergents, moteur de l'économie mondiale dans les années 2000, déclinent depuis cinq ans. Il faut « *s'adapter à une nouvelle ère, faite de croissance plus modeste dans les grands émergents et de baisse du prix des matières premières, des échanges commerciaux et des flux de capitaux* », observe-t-il. Rien de bien enthousiasmant !

Les années passent, la crise de 2008 s'éloigne, mais on ne voit toujours pas ce qui pourrait permettre à la croissance mondiale de retrouver de l'allant. Même dans les pays à hauts revenus, comme ceux de la zone euro et les Etats-Unis, où la reprise est confirmée, le vieillissement démographique et le ralentissement des gains de productivité tirent vers le bas la croissance potentielle (de long terme).

## Atterrissage chinois

Les prévisions de la Banque mondiale donnent plus de raisons de s'inquiéter que d'espérer. Le titre de son rapport – « Déceptions, risques et retombées » – est, à cet égard, très parlant. De fait, 2015 fut une nouvelle année de ralentissement économique pour une bonne partie de la planète. Seuls l'Asie du Sud – emmenée par l'Inde –, les Etats-Unis, la zone euro et le Japon ont tiré leur épingle du jeu.

Pour 2016, la Banque mondiale a révisé à la baisse de 0,1 point ses hypothèses de croissance pour les pays avancés. L'économie américaine, portée par la consommation des ménages et par l'investissement non pétrolier, devrait croître légèrement plus en 2016 (+ 2,7 %) qu'en 2015 (+ 2,5 %), mais sans atteindre les 3 %. L'appréciation du dollar pèse sur les exportations américaines.

**Lire aussi Exposée à des vents contraires, la croissance de l'économie américaine commence à ralentir** ([/americques/article/2016/01/07/exposee-a-des-vents-contraires-la-croissance-de-l-economie-americaine-commence-a-ralentir\\_4842846\\_3222.html](http://americques/article/2016/01/07/exposee-a-des-vents-contraires-la-croissance-de-l-economie-americaine-commence-a-ralentir_4842846_3222.html))

Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,7 % en 2016, après + 1,5 % en 2015 et + 0,9 % en 2014) sur fond de redémarrage du crédit et d'amélioration progressive de l'emploi, mais elle reste modeste. La croissance moyenne annuelle s'est tassée partout par rapport aux années d'avant-crise. En 2015, dans plus de la moitié des pays en développement, la progression du produit intérieur brut (PIB) a été revue à la baisse. La croissance pour cette année-là n'y dépassera pas + 4,3 %, contre + 4,9 % en 2014. Elle gagnerait un demi-point de plus en 2016 (à + 4,8 %) et en 2017 (à + 5,3 %).

Plus que l'atterrissage chinois, si délicat à vivre pour l'ensemble du monde, c'est le ralentissement

simultané de quatre des cinq BRICS (Brésil, Russie, Chine et Afrique du Sud) qui a assombri les perspectives économiques générales en 2015. Un tel phénomène ne s'était pas produit depuis les années 1980. Or, à cet égard, 2016 n'apportera guère d'amélioration : la Russie et le Brésil resteront en récession, la Chine continuera de ralentir. Seule l'Afrique du Sud ira un peu moins mal. Or, révèle la Banque mondiale, 1 point de croissance en moins dans les BRICS, c'est, à l'horizon de deux ans, une perte de croissance de 0,8 point de PIB dans le reste des pays émergents, de 1,5 point de PIB dans les économies frontalières des BRICS et de 0,4 point de PIB pour l'économie mondiale.

**Lire aussi** [Les deux faces du ralentissement chinois en Asie](#) (/economie/article/2016/01/07/les-deux-faces-du-ralentissement-chinois-en-asie\_4843218\_3234.html)

Circonstance aggravante, les facteurs qui ont présidé à la moindre croissance des pays émergents ne sont pas près de disparaître, qu'il s'agisse de la transformation du modèle économique de la Chine, du bas prix des matières premières, hydrocarbures en tête, qui pénalise les pays exportateurs, ou de la hausse graduelle des taux d'intérêt américains susceptible de compliquer la tâche des pays emprunteurs.

## Faiblesse persistante des échanges commerciaux

Confrontés à des perspectives de croissance moins bonnes et plus incertaines, les pays en développement, où vivent la moitié des pauvres de la planète, affrontent, comme ceux que l'Organisation de coopération et de développement économiques dits « avancés », un monde dans lequel les risques économiques, financiers, sociaux ou géopolitiques ont augmenté.

Pour la première fois depuis 2009, le commerce mondial s'est contracté au premier semestre 2015 sous l'effet d'une demande moins forte liée aux récessions brésilienne et russe, à la mutation chinoise et aux nombreuses dépréciations des monnaies. La faiblesse persistante des échanges commerciaux, insiste la Banque mondiale, réduit les opportunités d'exportation et les possibilités de faire des gains de productivité grâce à une plus grande spécialisation et la diffusion des technologies. Autrement dit, c'est une mauvaise nouvelle pour la croissance.

Les risques financiers se sont accrus. Même graduelle, la normalisation de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale), qui s'est traduite à la mi-décembre 2015 par la première hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis depuis neuf ans et demi, devrait entraîner au minimum un resserrement de conditions financières dans les pays émergents et en développement au moment où leur économie ralentit.

L'endettement fait un retour en force sur la scène mondiale. Les pays ayant des besoins d'emprunter importants et des dettes élevées libellées en dollars pourraient souffrir de l'augmentation des taux américains. Quant aux marchés, ils sont nerveux. L'indice de volatilité des Bourses a même brièvement atteint, l'an passé, les niveaux alarmants qui avaient été les siens en pleine crise de la zone euro. Au troisième trimestre 2015, les sorties de capitaux ont atteint 52 milliards de dollars (48 milliards d'euros).

**Lire aussi** [Nouvelle plongée des Bourses mondiales après la fermeture des marchés chinois](#) (/economie-mondiale/article/2016/01/07/nouvelle-plongee-des-bourses-asiatiques-fermeture-des-marches-chinois\_4842952\_1656941.html)

Pour se protéger des risques financiers, les pays en développement ont trois armes principales à leur disposition : la flexibilité du taux de change, la réduction de la fluctuation du taux de change ou les contrôles de capitaux. De l'avis de la Banque mondiale, une telle politique est d'autant plus nécessaire que la conjonction d'un ralentissement plus fort des grands émergents et de turbulences financières pourrait réduire la croissance mondiale en 2016.

**Lire aussi** [« La panne de l'investissement en France est très préoccupante »](#) (/economie/article/2016/01/07/la-panne-de-l-investissement-en-france-est-tres-preoccupante\_4843211\_3234.html)

## Doc 5 : La Banque mondiale encourage vivement les États à penser écologique pour une croissance solidaire

**SÉOUL, le 9 mai 2012.** La Banque mondiale publie aujourd'hui un rapport qui exhorte les États à se tourner vers des politiques de croissance vertes sachant que ce changement de trajectoire peut être efficace et d'un coût abordable, qu'il peut profiter à tous et qu'il est surtout nécessaire pour soutenir l'expansion économique dans les années à venir.

Lancé au Sommet mondial sur la croissance verte de Séoul, le rapport *Inclusive Green Growth: The Pathway to Sustainable Development* se penche sur la pertinence d'une croissance respectueuse de l'environnement et solidaire pour un développement durable, et propose un cadre d'analyse qui intègre les contraintes des facteurs environnementaux (atmosphériques, terrestres et marins) dans les plans de croissance économique nécessaires pour réduire la pauvreté. Le rapport démystifie l'idée qu'une démarche de croissance verte est un luxe que la plupart des pays ne peuvent s'offrir, en faisant ressortir au contraire que les principaux barrages en la matière résident plutôt dans les obstacles politiques, l'existence de comportements fortement ancrés et l'absence d'instruments de financement adaptés.

« Depuis le Sommet de la Terre organisé en 1992 à Rio de Janeiro, au Brésil, on a assisté à des progrès sans précédent en matière de santé et de bien-être social, mais ces progrès se sont trop souvent traduits par une dégradation de l'environnement et un épuisement des ressources », a déclaré **la vice-présidente de la Banque mondiale pour le développement durable, Mme Rachel Kyte**. « Les décisions que les pays prennent aujourd'hui les engagent vers des modèles de croissance durables ou non dans l'avenir. Nous devons veiller à ce que les villes et les routes, les usines et les exploitations agricoles soient conçues et réglementées de manière à accroître le niveau de vie tout en maîtrisant efficacement le capital naturel, humain et financier. »

Les États sont appelés à revoir la manière dont ils abordent les politiques de croissance et à mesurer non seulement ce qui est produit mais aussi la valeur de ce qui est épuisé et pollué dans le même temps. Selon le rapport, le fait d'accorder de la valeur au capital naturel — terres agricoles, ressources minérales, fleuves, océans, forêts, biodiversité — et d'attribuer des droits de propriété devrait suffire à inciter les pouvoirs publics, l'industrie et les particuliers à gérer ce capital de manière efficace, solidaire et durable. La Banque mondiale soutient très vigoureusement l'incorporation du capital naturel dans les comptes nationaux et cherchera à obtenir l'engagement des pays lors du Sommet Rio + 20 que les Nations Unies organisent au Brésil le mois prochain. Le gouvernement coréen a déjà promis une contribution de 40 millions de dollars destinée à renforcer et à élargir le portefeuille du Groupe de la Banque mondiale pour la promotion de la croissance verte dans le monde en s'inspirant de la réussite de la Corée et en tirant avantage de cette réussite. « Nous sommes ravis de nous associer au Groupe de la Banque mondiale et de partager l'expérience et l'expertise que nous avons acquises depuis que nous avons adopté une stratégie nationale de croissance verte en 2008 », a affirmé **le ministre sud-coréen de la Stratégie et des Finances, M. Jaewan Bahk**. « La transition vers des trajectoires de croissance verte n'est pas chose aisée. Nous devons impérativement partager notre savoir-faire et nos capacités si nous voulons que les pays en développement fassent le grand saut et abandonnent des modèles de production et de croissance dépassés et inefficaces. ». Lors d'une manifestation de haut niveau organisée en marge des Réunions de Printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, d'autres ministres des Finances ont exprimé un soutien accru au concept de croissance verte solidaire. Le nouveau rapport de la Banque mondiale met essentiellement l'accent sur les cinq points suivants :

- **Le « verdissement de la croissance » est nécessaire, efficace et abordable** : il est impératif pour parvenir au développement durable.
- **Les obstacles politiques, l'existence de comportements et de normes fortement ancrés ainsi que l'absence d'instruments de financement constituent les principaux freins à la croissance verte** : il faut se concentrer sur les politiques et les investissements qui s'imposent dans les 5-10 ans à venir, l'objectif étant de sortir des schémas de croissance non durables, de couper court aux attermoissements politiques néfastes et d'éviter les conséquences préjudiciables sur le plan de la santé publique.
- **Le progrès passe par des solutions multidisciplinaires prenant en compte les aspects économiques, politiques, sociologiques et psychologiques** : cette approche est indispensable pour pouvoir faire face aux contraintes imposées par la politique économique, surmonter des comportements et des normes sociales fortement ancrés et développer les outils de financement nécessaires.
- **La croissance verte n'est pas un concept monolithique ou figé** : les stratégies varient selon les pays en fonction de la situation, des préférences et des ressources locales. Tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres, ont la possibilité de verdir leur croissance sans la ralentir.
- **La croissance verte n'est pas solidaire par essence, mais elle peut être conçue comme telle** : si l'amélioration des performances sur le plan environnemental est généralement bénéfique aux plus pauvres et aux plus vulnérables, les politiques de croissance verte doivent être soigneusement conçues pour augmenter au maximum les bénéfices qui en découlent et ramener à un minimum les coûts y afférents, notamment pendant la période de transition.

« On croit souvent à tort que les pays pauvres ne peuvent pas stimuler la croissance sans dégrader l'environnement et recourir aux sources d'énergie les moins chères et les plus polluantes : le charbon, la biomasse et, parfois, le pétrole et le gaz », a déclaré **le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, M. Kandeh Yumkella**. « C'est tout simplement faux. Les pays en développement ne reproduiront pas les modèles de croissance des siècles précédents, et ne devraient pas non plus essayer de les reproduire. Ils ont besoin d'une croissance plus intelligente, plus verte et plus rapide. L'environnement naturel, les ressources minérales et les matières premières constituent les principales sources de capital dans les pays pauvres ; ces ressources doivent donc faire l'objet d'une protection rigoureuse et d'une exploitation responsable. »

« Ce rapport défend avec des arguments convaincants l'idée que la stimulation de la croissance économique et l'amélioration du bien-être social et environnemental ne s'excluent pas mutuellement et ne constituent pas non plus des mesures d'un coût exorbitant », a ajouté **M. Kandeh Yumkella**. « Les pays en développement doivent surmonter les obstacles d'ordre politique et instituer des primes à l'investissement maintenant, c'est-à-dire au moment où ils prennent des décisions d'infrastructure et de production qui auront des conséquences pour les générations à venir. »

# Leurrés par la croissance

De 1949 à 1973, la production a crû de 5,3 % par an. Mais les « trente glorieuses » étaient une exception historique : vouloir retrouver ces taux, c'est faire fausse route. Mieux vaut chercher à vivre mieux avec moins de PIB, soutiennent plusieurs économistes



CLAIRE GATINOIS

**I**ly a ceux qui se disent prêts à aller « la chercher avec les dents », ceux qui la voient déjà poindre, ceux qui l'estiment à plus ou moins 1%. Et puis il y a les autres, ces attristés, ces résignés ou peut-être ces visionnaires, qui ont renoncé à attendre l'hypothétique « croissance ». A les écouter, la création de richesses, processus quasi ininterrompu depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, serait désormais arrivée en bout de course. Fin de partie, *game over*.

Pensée défaitiste ? La lente détérioration de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et de la productivité est une donnée factuelle. Dans son numéro hors-série « faut-il dire adieu à la croissance », paru en avril, le magazine *Alternatives économiques* constate que pendant la période bénié des « trente glorieuses », de 1949 à 1973, la production en France a crû de 5,3 % l'an. Après le premier choc pétrolier, le rythme a décollé à 2 % l'an avant de plafonner à un maigre 1 % de moyenne lors de la première décennie des années 2000.

Crise après crise, bulle après bulle, la croissance ne retrouve jamais le même rythme de croisière. Et la production comme les gains de productivité, gages d'une croissance supérieure à celle de la population active, ne cessent de reculer dans les économies « matures ». Dans une note de recherche, Gilbert Cette, de l'université d'Aix-Marseille, a beau refuser de valider la thèse du déclin, il mesure une productivité française qui progresse de 3,55 % l'an entre 1950 et 1975, puis de 1,69 % de 1975 à 1995, avant +1,10 % de 1995 à 2007, pour enfin s'effondrer à -0,29 % de 2007 à 2012. Ce « constat est clair et net », confie-t-il.

Mais de cette observation des faits, les experts ne tirent pas tous les mêmes conclusions. Ceux qui croient – encore – au décollage s'opposent aux prophètes de la fin inéluctable de la prospérité telle que nous l'entendons. Parmi eux, Robert J. Gordon, de la Northwestern University de Chicago.

Ce chercheur américain est bien loin du courant de pensée des « décroissants », ces promoteurs d'une sorte de récession volontaire qui, inquiets de l'épuisement des ressources naturelles, flirtent avec les idées malthusiennes. M. Gordon se fonde sur l'analyse froide des statistiques calculant la baisse progressive de la productivité pour en déduire que les innovations récentes ne font plus d'effet. Internet bouleverse nos vies, mais s'avère incapable de faire bondir l'économie. Selon lui, des découvertes

aussi révolutionnaires que la machine à vapeur, l'imprimerie ou l'électricité ne sortiront plus de nos cerveaux fatigués. Le processus créatif serait en bout de course.

Sa thèse alimente les discussions économiques mais aussi philosophiques car ses idées intriguent et dérangent. Faut-il le croire ? Gilbert Cette s'y refuse. On se trompe, dit-il, en pensant que l'innovation s'épuise. Selon lui, « la » travaille qui fera bientôt s'élever le Vieux Continent n'est plus très loin. L'Europe, dit-il, va surfer sur une deuxième vague liée aux technologies de l'information et de la communication. L'« *apocalypse économique* » n'est pas pour demain.

Pour les « schumpétériens » (du nom de l'économiste autrichien Joseph Schumpeter, 1883-1950) qui ont foi dans le progrès, cette idée de déclin inéluctable frise, de fait, l'obscurantisme. « *Pourquoi ne pas croire que la Terre est plate ?* », s'agace Philippe Aghion, professeur à Harvard. « *Si l'on n'arrive pas à retrouver le rythme de croissance des trente glorieuses, c'est que, à l'époque, la France était dans une phase de rattrapage par rapport aux Etats-Unis !* », explique-t-il. Et si la France n'a pas su tirer à plein les fruits de la vague Internet, c'est, en partie, à cause des rigidités de son économie. « *Il y a toujours un courant malthusien qui rassemble ceux qui ont peur du monde nouveau* », se désole l'économiste.

Imaginez que c'en est fini de la croissance peut nous plonger dans le désarroi. Dans nos sociétés, la hausse du PIB est synonyme d'emplois, de confort, de bien-être, de réussite. Elle offre un avenir à nos enfants quand elle n'est pas érigée comme la caution de la démocratie et du rayonnement culturel. Une société qui n'avance plus, dit-on, recule. « *Assurer à tous des conditions de vie décente est un impératif* », atteste le philosophe Bernard Stiegler.

Pourtant, au moment où le Vieux Continent est dans le creux de la vague, nombre d'intellectuels, y compris lui, s'interrogent. « *On assimile croissance et développement* », note ainsi Bernard Stiegler en ayant conscience que cette idée est de plus en plus fautive. Ne parle-t-on pas de croissance sans emplois ? De progression des inégalités ? De travailleurs pauvres ? « *La croissance n'est pas quelque chose d'exclusivement bon* », confirme Dominique Méda, auteur de *La Mystique de la croissance* (Flammarion).

Aux yeux de cette chercheuse, la hausse du PIB que brandissent les dirigeants politiques un expédient universel est en réalité une « *cache-sexe* ». « *On l'évoque sans imaginer une seconde qu'il faut si elle ne revenait pas* », souligne-t-elle. S'il ne s'agit pas d'y renoncer, il est

Publicité

FARABOLU/L'EEMAGE

temps de la métamorphose. « *Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, on se focalise sur la production. Adam Smith s'est émerveillé de la puissance productive de la manufacture d'épingles, où chaque ouvrier a su faire passer sa production journalière de 20 pièces à 5 000 pièces, souligne-t-elle. A juste titre, car tout cela a permis de mieux se vêtir et d'accéder au confort. Mais, au fil des siècles, cette obsession est devenue folle. Aujourd'hui, on est tombé dans l'excès.* »

**« Nos économies développées sont comme des bipolaires dont on soigne les dépressions sans se soucier des phases maniaques »**

TOMAS SEDLACEK  
économiste

Dominique Méda pense au gâchis, à la pollution que le PIB ne mesure pas. A toutes ces tomates insipides que l'on produit en masse au détriment du goût, de la qualité, de la préservation de l'environnement. Keynes lui-même le disait : creuser un trou et le reboucher peut suffire à fabriquer du PIB. Il est temps, conclut Dominique Méda, d'inventer un nouvel instrument de mesure moins absurde : la richesse de la société est plus complexe que ne le laisse croire la mesure du PIB.

Vivre mieux avec moins de PIB serait donc possible. Le Tchèque Tomas Sedlacek, ancien conseiller économique de Vaclav Havel, en est persuadé. A l'entendre, c'est même nécessaire. « *Nous sommes montés à bord du bus du film Speed où l'on pense que freiner, c'est mourir. Qu'une bombe va exploser.* » Grisés par l'âge d'or de la société de consommation, nous nous sommes habitués à un rythme d'évolution de la production de 3 %, voire plus, qui était en réalité une exception de l'histoire, dit-il. Aujourd'hui, pour stimuler notre production ramol- lie, « *nous croyons en l'innovation comme nous avons foi en Dieu. La croissance est devenue un mantra* », constate l'auteur de *L'Economie du bien et du mal* (Eyrolles).

Cette « religion du PIB » est légitime : toute notre société est programmée pour l'accueillir. C'est de lui que dépendent les rentrées fiscales, le financement des retraites, le fonctionnement des écoles, etc. Mais la machine semble désormais dysfonctionner. Hier libératrice, la consommation s'est emballée au point de

dérailler. M. Sedlacek va jusqu'à nous décrire comme des acteurs de *La Grande Bouffe*, ce film culte de Marco Ferreri (1973) où Michel Piccoli, Philippe Noiret, Marcello Mastroianni et Ugo Tognazzi se donnent la mort en se gavant. « *On a fini par produire plus que ce que l'on est capable d'ingérer*, résume M. Sedlacek. Nos économies développées sont comme des malades bipolaires dont on soigne les dépressions sans se soucier des phases maniaques. »

Son idée consisterait donc à réguler l'humeur de l'économie, à la stabiliser en travaillant moins pour consommer moins. Utopique ? Peut-être. Mais ce sentiment d'overdose se répand. Plus d'un siècle après la description fascinante des grands magasins du *Bonheur des dames*, de Zola, le système paraît proche de l'épuisement.

Ainsi, le modèle keynésien qui consiste à produire pour consommer et vice versa ne fonctionnerait plus correctement. Le temps des « *tournoquettes pour faire la vinaigrette* », moqué par Boris Vian, arriverait à sa fin.

Pourtant, « *on n'a pas du tout satisfait tous nos besoins*, précise Bernard Stiegler. *Mais l'économie, qui atteint un plateau, nous conduit, à grand renfort de marketing, à créer des envies artificielles, pulsionnelles.* » On produit plus pour vendre à des ménages qui n'ont pas toujours les moyens d'acheter, alors on ruse, on les appâte, et on les finance à grands coups de tem-prunts. Nous serions devenus de grands observateurs du pouvoir d'achat, prêts à souscrire des crédits insensés pour nous offrir des objets dont nous ne percevons pas toujours l'intérêt.

La spéculation financière et la recherche du profit à court terme ne sont pas étrangères à ces dérives. « *Ce capitalisme pulsionnel n'investit plus dans l'avenir*, soutient M. Stiegler. *Le consumérisme est devenu toxique.* » Pour le philosophe, la recherche du profit, de la productivité nous conduit à des aberrations dangereuses. Les usines remplacent les hommes par les machines. Les moteurs de berlines sont fabriqués par des robots, et les voitures devraient bientôt avancer sans chauffeur. Nous devenons ainsi, selon lui, une société qui ne sait plus ni conduire ni fabriquer.

M. Stiegler, admirateur du Prix Nobel d'économie indien Amartya Sen, n'a rien d'un nostalgique du « bon vieux temps » effrayé par la modernité. Passionné par les nouvelles technologies et soucieux du progrès, il plaide au contraire pour mieux exploiter cette nouvelle économie qui foisonne d'innovations. Il faut, soutient-il, repenser notre organisation sociale pour l'adapter à cette nouvelle donne « *au lieu de pérorer sur la fin du modèle actuel* ». ■

**À LIRE**  
« **LA MYSTIQUE DE LA CROISSANCE. COMMENT S'EN LIBÉRER** » de Dominique Méda (Flammarion, 272 p., 17 €).

« **L'ÉCONOMIE DU BIEN ET DU MAL. LA QUÊTE DE SENS ÉCONOMIQUE** » de Tomas Sedlacek (Eyrolles, 382 p., 25 €).

« **FAUT-IL DIRE ADIEU À LA CROISSANCE ?** » *Alternatives économiques*, hors-série n° 97, avril. [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

# Instruments et acteurs **Mesurer autrement la richesse**

Le 8 janvier 2008, en pleine controverse sur la mesure du pouvoir d'achat, le président Nicolas Sarkozy faisait appel à deux prix Nobel, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, pour réfléchir sur la mesure de la richesse et du progrès social. La mise sur pied de la « commission Stiglitz » s'inscrivait toutefois dans un contexte plus large : celui des critiques, anciennes, mais renforcées avec la montée des préoccupations environnementales, envers l'indicateur de richesse – voire de bien-être collectif – le plus utilisé : le produit intérieur brut (PIB). Comment mettre en œuvre un développement durable ou une croissance « verte » sans comptabiliser les dégâts environnementaux et sociaux de la production ? Florence Jany-Catrice et Dominique Méda rappellent les principales faiblesses du PIB avant de s'interroger sur les mesures alternatives de la richesse ; elles analysent pour cela différents indicateurs « alternatifs », auxquels elles confrontent les travaux de la commission Stiglitz. Une des principales limites de ceux-ci réside dans le caractère insuffisamment démocratique de l'élaboration des propositions.

C. F.

**L**e produit intérieur brut (PIB) constitue depuis plus d'un demi-siècle l'instrument le plus communément utilisé pour comparer les performances économiques des États et mesurer la valeur de l'ensemble des biens et services produits sur un territoire au cours d'une période donnée. Bien que la plupart des économistes s'en défendent, le PIB est le plus souvent utilisé comme un indicateur de bien-être mais aussi comme une mesure de la richesse d'un pays. La mise en évidence des contraintes écologiques et de la dégradation des ressources naturelles qui s'est produite au cours des cinquante dernières années a attiré à nouveau l'attention sur le fait que le PIB n'est qu'un indicateur de flux, qui ne permet donc pas de mesurer la diminution ou la détérioration d'un stock de ressources ou d'un patrimoine dont la conservation nous importe. De nombreux travaux se sont attachés ces vingt dernières années à fournir des indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB et susceptibles de prendre la mesure des évolutions de ce type de patrimoine.

## **La nécessité d'une autre mesure de la richesse**

Le PIB donne une image réduite et faussée de ce qui constitue la richesse d'une société.

## **Les insuffisances du PIB comme indicateur de richesse**

La mise en évidence des insuffisances du PIB est aussi ancienne que le PIB lui-même : Kuznets, qui est le premier à avoir estimé le revenu national aux États-Unis dans un rapport publié en 1934, et qui est considéré comme l'inventeur du PIB, considérait que ce qui importait était la satisfaction des consommateurs. Il cherchera très vite à ôter du revenu national les « coûts gonflés de la civilisation urbaine » et à prendre en considération les activités non marchandes non incluses dans le PIB. Il inaugure ainsi une longue tradition d'efforts intermittents visant à faire de celui-ci un indicateur de bien-être, ce que refuseront presque toujours les comptables nationaux (1). Si la position de Kuznets apparaît bien faible jusqu'à la fin des années 1960, au début des années 1970, l'idée de croissance qui semblait dominer sans partage va pourtant être « critiquée de divers côtés parce qu'elle s'accompagne d'éléments négatifs (insécurité et encombrements liés à la concentration urbaine, pollution) et de prélèvements jugés excessifs de ressources naturelles » (2). C'est l'époque des travaux du Club de Rome et de la tentative de J. Tobin et W. Nordhaus de construire un agrégat

L'économie  
verte  
Cahiers français  
n° 355

Instruments  
et acteurs

55

(1) On renvoie sur tous ces points à l'excellent ouvrage d'André Vanoli (2002), *Une histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».

(2) Vanoli A. (2002), *op. cit.*, p. 357.

mesurant la consommation authentique. Dans « Is Growth Obsolete ? » (3), les deux auteurs contestent que le produit national ait jamais été une mesure du bien-être national, dans la mesure où il s'agit d'un indicateur de production et non de consommation. À la même époque, une équipe japonaise tente aussi de produire un nouvel indicateur dans *Measuring Net National Welfare of Japan*, publié par le NNW Measurement Committee du Conseil économique du Japon à Tokyo, en 1973.

Ces auteurs partagent l'idée qu'un revenu national ajusté serait susceptible de donner une bonne idée du bien-être de la société ou de sa richesse. Mais ce point de vue présente deux limites : d'une part, l'idée d'un bien-être national est difficilement acceptable par une discipline qui se targue de démontrer que les préférences individuelles ne peuvent pas être agrégées (théorème d'impossibilité d'Arrow) : « *le bien-être ne peut être apprécié que subjectivement, (...) on démontre qu'il est radicalement impossible d'agrèger les échelles de préférence individuelles pour obtenir une échelle de préférence nationale. La notion de bien-être national est donc théoriquement non fondée* » (4). D'autre part, et on touche là à une différence essentielle entre bien-être et richesse, les concepts de consommation et de bien-être et la manière dont leurs évolutions sont recensées dans la comptabilité nationale correspondent à des suivis de flux et non de stocks. C'est là l'une des principales limites de notre comptabilité nationale : ne pas comporter de bilan ou de comptes d'actifs dont on pourrait suivre les évolutions et mesurer l'augmentation ou la diminution, l'amélioration ou la dégradation de la qualité. Actuellement et en l'état de nos dispositifs comptables, il est donc possible d'enregistrer des variations de croissance, des augmentations de la production ou du revenu national, alors même que le stock de ressources naturelles renouvelables et non renouvelables diminue, ou que la qualité de l'air, de l'eau ou des ressources que l'économie considèrerait jusqu'alors comme gratuites se dégrade. Il ne s'agit donc pas de partir de ce qui pourrait être considéré comme « la richesse » d'une société et de suivre les évolutions d'un capital ou d'un patrimoine, mais de suivre les évolutions d'un ensemble beaucoup plus restreint : les biens et services produits, ce qui ne nous dit rien de l'état du « fonds » naturel ou social sur lequel nous puisons pour les obtenir. Or, à l'évidence, ce « fonds » constitue aussi – et peut-être principalement – la richesse de la société.

## Quelle richesse mesurer ?

Quel est donc l'ensemble qui pourrait être considéré comme constituant la richesse de notre société et dont il importerait de suivre les évolutions ? Comme le disait Léon Bourgeois en 1902, nous devons imaginer qu'à chaque nouvelle génération échoit un patrimoine (un stock de ressources, de techniques, de savoirs, de relations sociales, de civilité...) qui doit être, sinon augmenté ou préservé en l'état, du moins non dégradé, avant d'être transmis à la suivante. À l'évidence, le patrimoine naturel fait partie de cet ensemble. Dès lors, et comme le reconnaissait déjà

Malthus (5), s'interrogeant sur la nature de la richesse, c'est d'un inventaire des composants de ce patrimoine dont nous avons besoin, c'est-à-dire d'un recensement de l'ensemble des ressources physiques, de leur diversité et de leur qualité, de manière à pouvoir suivre leur évolution. À l'évidence aussi – sous réserve de trouver les moyens de décrire précisément et de faire un inventaire des éléments constitutifs de cette réalité, mais aussi d'accepter l'idée que la « société » représente bien quelque chose de différent des individus qui la composent et possède une réalité et une cohésion qui importent –, les évolutions de l'« état » de nos sociétés méritent également d'être suivies. En effet, la dégradation de la qualité de ces états peut conduire à des affaiblissements de notre cohésion sociale ou de notre santé sociale et donc à des situations où les conditions de vie ensemble se dégradent. C'est un tel raisonnement qui a conduit plusieurs auteurs à proposer une comptabilité patrimoniale prenant en considération le patrimoine naturel et une sorte de « capital social », dans un sens très différent de celui qu'utilise Robert Putnam (6).

Validant le caractère limité et insuffisant du PIB comme indicateur de performance et de progrès de la société, la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (7) reconnaît que le PIB n'est pas un indicateur de bien-être. La première partie du rapport plaide, dans cette perspective, pour que l'attention soit désormais moins fixée sur la production que sur le revenu et propose un certain nombre d'ajustements de celui-ci, permettant d'en faire un indicateur plus précis et plus proche d'une mesure du bien-être (prise en compte des inégalités de consommation, de l'hétérogénéité des ménages...). La commission recommande aussi de « *prendre en compte la richesse en même temps que les revenus et la consommation* ». Elle précise que « *si les revenus et la consommation sont essentiels pour l'évaluation des niveaux de vie, ils ne peuvent, en dernière analyse, servir d'outil d'appréciation que conjointement à des informations sur la richesse. Le bilan d'une entreprise constitue un indicateur vital de l'état de ses finances : il en va de même pour l'économie dans son ensemble. Pour établir le bilan complet d'une économie, il faut pouvoir disposer d'états chiffrés complets de son actif (capital physique voire, selon toute probabilité, capital humain, naturel et social) et de son passif (ce qui est dû aux autres pays). Si l'idée de bilans pour des pays n'est*

(3) Tobin J., Nordhaus W. (1971), « Is Growth Obsolete ? », *Cowles Foundation Discussion Papers* 319, Yale University.

(4) Archambault É. (2003), *Comptabilité nationale*, Paris, Économica, 6<sup>e</sup> édition.

(5) Malthus Th. (1820), *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Perspectives économiques », éd. 1972, ch. 1.

(6) Méda D. (1999) *Qu'est ce que la richesse ?*, Paris, Alto/Aubier ; Gadrey J. et Jany-Catrice F. (2005), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ». Voir aussi les travaux de Fair (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) à <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>, ainsi que Viveret P. (2003), *Reconsidérer la richesse*, Paris, Éditions de l'Aube.

(7) Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P. (2009), « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », Rapport au Président de la République.

pas nouvelle en soi, ces bilans ne sont disponibles qu'en petit nombre et il convient d'en favoriser l'établissement... Les mesures de la richesse sont aussi essentielles pour mesurer la soutenabilité. Ce qui est transféré vers l'avenir doit nécessairement s'exprimer en termes de stocks, qu'il s'agisse de capital physique, naturel, humain ou social. Là encore, l'évaluation appropriée de ces stocks joue un rôle crucial » (Stiglitz et al. (2009), p. 15). On pourrait donc penser que la commission reconnaît la nécessité d'adopter une approche patrimoniale, et donc collective, de la richesse sociale. Les choses ne sont pourtant pas si simples. Nous revenons, dans la suite de cette contribution, sur la portée et les limites des propositions de la commission Stiglitz.

## Un bilan des indicateurs alternatifs

Un grand nombre d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB ont été développés au cours des vingt dernières années. Nous présentons ci-après leurs avantages et leurs limites, avant d'analyser la manière dont la commission Stiglitz a pris ces travaux en considération.

Nous nous attachons à la présentation de quelques indicateurs synthétiques et composites, qui ambitionnent soit d'ajuster le PIB, soit de le compléter, pour mieux saisir les différentes dimensions du bien-être. Ils se centrent généralement sur une dimension du développement durable, mettant en avant des valeurs environnementales ou sociales.

## Les indicateurs environnementaux

Historiquement, c'est à partir des données des systèmes de comptabilité nationale que l'on trouve les premières tentatives d'ajustement. Le plus connu d'entre eux, on l'a vu précédemment, est le travail, controversé, réalisé par W. Nordhaus et J. Tobin (8) qui, en introduisant un critère d'« utilité faible » et la notion de dépenses correctives, ont tenté d'exclure de la mesure du PIB les éléments qui ne semblent pas contribuer à l'amélioration du bien-être. Ces premiers ajustements ont souvent suscité autant de questions qu'ils en ont résolues : la majorité des dépenses liées à la vie moderne ne peuvent-elles pas être considérées comme des dépenses correctives ? À partir de quelle situation initiale opérer ces ajustements ?

Élargissant les frontières de la production, des initiatives ont prolongé ces premiers travaux en proposant une évaluation monétarisée d'activités ignorées dans les comptes centraux de la comptabilité nationale (et donc dans le PIB) : travail domestique, activité bénévole, voire les loisirs. Ils ont également étendu la notion de dépense corrective aux coûts engendrés par certaines externalités négatives, en particulier environnementales. Ces derniers ajustements sont à l'origine de l'appellation de « PIB

vert » (9), dont les applications empiriques se sont ensuite multipliées.

Avec l'engouement suscité par la question écologique, des travaux ont tenté de capter la pression exercée par l'activité humaine sur l'état de l'environnement, à partir d'agrégats physiques (par exemple les hectares globaux). Outre l'intérêt de doter les politiques publiques d'un (ou de quelques) indicateur(s) d'estimation synthétique sur les limites des capacités régénératrices de la nature par rapport à nos modes de production (empreinte carbone) ou de consommation (empreinte écologique), ces indicateurs ont une puissante capacité d'alerte de l'opinion publique.

## Les indicateurs de développement humain soutenable

Connaissant un regain d'intérêt depuis une dizaine d'années, plusieurs indicateurs de développement humain soutenable ont été proposés, qui sont le fruit de stratégies différentes. À l'instar des indicateurs du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (10), ils ont des formats composites, et se limitent souvent aux dimensions économiques et sociales. Ainsi, l'indicateur de développement humain (IDH) est fondé sur l'idée qu'un développement humain n'est soutenable qu'à la triple condition d'aménager un accès des populations aux ressources (approché par le PIB par tête), à l'éducation (évalué par une combinaison du taux d'alphabétisation et du taux de scolarisation), et à la santé (évalué par l'espérance de vie à la naissance). Bien que critiquée (11), la combinaison de ces trois dimensions dans un indicateur unique bouscule les représentations dominantes de la richesse, certains pays comme les pays anglo-saxons étant la plupart du temps nettement moins bien classés que lorsqu'on considère le PIB par habitant (12).

D'autres indicateurs ont été élaborés en fixant la priorité sur la dimension sociale. C'est le cas du baromètre des inégalités et de la pauvreté (BIP 40) ou de l'indicateur de santé sociale (ISS). Le premier a été mis au point en France par un réseau associatif de chercheurs et de syndicalistes (13). En élaborant un baromètre organisé autour de six dimensions (14), ses promoteurs rappellent que les inégalités et la pauvreté ne se limitent pas aux inégalités monétaires. La combinaison des soixante

(8) Tobin J. et Nordhaus W. (1971), « Is Growth Obsolete ? », *op. cit.*

(9) Voir par exemple, Clifford Cobb, John Cobb (1994), *The Green National Product, a Proposed Index of Sustainable Economic Welfare*, University of America Press. Washington DC.

(10) L'indicateur de développement humain (IDH), l'indicateur de pauvreté humaine (IPH et IPH-2), l'indicateur de participation féminine à la vie économique et politique (IPF).

(11) Pour son caractère rudimentaire et parce que les pondérations sont le fruit d'arbitrages discutables. Voir par exemple Baneth J. (1998), « Les indicateurs synthétiques de développement », *Futuribles*, n° 231, mai, pp. 5-27.

(12) Ainsi, les États-Unis sont classés à la 13<sup>e</sup> place et le Royaume-Uni en 21<sup>e</sup> position.

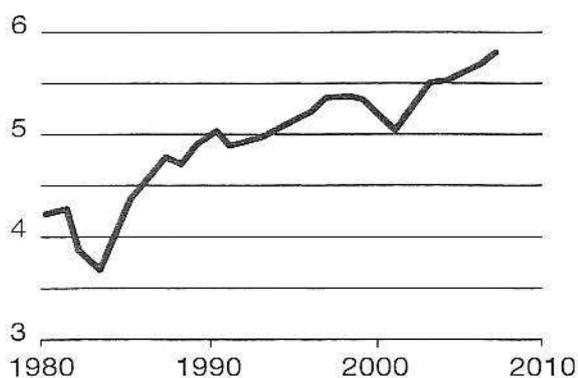
(13) Voir Concialdi P. (2009), « Les indicateurs économiques alternatifs. L'exemple du BIP40 », *Revue Savoir/Agir*, n°8.

(14) Logement, santé, éducation, justice, travail et emploi et revenus.

variables dans un unique indicateur peut être considérée comme l'expression résumée des « grands problèmes sociaux contemporains français ». Le BIP40 indique qu'à cette aune, sur les trois dernières décennies, les grands problèmes sociaux contemporains français se sont nettement aggravés, avec un petit répit au milieu des années 1990 (cf. graphique).

### Graphique. Baromètre des inégalités et de la pauvreté

(France, 1980-2007)



Source : www.bip40.org.

L'intérêt de l'élaboration d'un ISS réside quant à lui aussi et surtout dans le processus qui a permis son émergence. Avec le souci de faire valider cette démarche par la société civile organisée, le Conseil régional Nord-Pas-de-Calais a encouragé la formation de groupes hybrides de travail, regroupant des experts, des collecteurs de données sociales aux niveaux territoriaux, des fonctionnaires et des associations (15). Sur chaque dimension, ces groupes ont interprété les résultats, débattu des pondérations, fait des suggestions pour un élargissement du périmètre du baromètre.

Cet ISS repose sur une conception affichée de ce qu'est une bonne société, en postulant six conditions de santé sociale :

- un accès raisonnable et équitable à la consommation ;
- un accès à des revenus qui ne soient pas fondés sur des inégalités insoutenables ;
- un accès au logement pour tous ;
- une capacité à défendre les intérêts collectifs des salariés ;
- un accès au marché du travail ;
- un accès *équitable* à ce marché du travail (16).

En outre, la notion de santé sociale vise à réhabiliter la question « qu'est ce qui compte ? » et introduit une dimension de lien interindividuel et de lien social. Calculé pour les régions françaises, cet ISS n'indique aucune corrélation positive entre les niveaux de santé sociale et les niveaux de richesse économique mesurés par le PIB par habitant ou par les revenus : certains territoires parmi les plus riches économiquement se

retrouvent parmi les plus « pauvres » à l'aune de cet indicateur social (cf. tableau).

Il valide aussi quantitativement le fait que les indicateurs économiques dominants, qui concentrent les énergies, y compris en période de crise, contribuent à émietter le socle social.

**Tableau. Classement des régions françaises selon leur PIB/tête et leur indicateur de santé sociale**

Région	Rang PIB/tête	Rang ISS
Ile-de-France	1	17
Rhône-Alpes	2	6
Alsace	3	5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4	19
Champagne-Ardennes	5	16
Pays de la Loire	6	4
Aquitaine	7	10
Midi-Pyrénées	8	7
Centre	9	13
Haute-Normandie	10	18
Bretagne	11	2
Bourgogne	12	12
Franche-Comté	13	8
Poitou-Charentes	14	9
Auvergne	15	3
Basse-Normandie	16	11
Lorraine	17	15
Limousin	18	1
Picardie	19	21
Nord - Pas-de-Calais	20	22
Languedoc-Roussillon	21	20
Corse	22	14

Source : Jany-Catrice F., Zotti R. (2009), « La santé sociale des territoires. Un indicateur de santé sociale pour les régions françaises », *Futuribles*, n° 350, mars.

(15) Voir Jany-Catrice F. (coord.) (2008), « Inégalités et pauvreté dans le Nord-Pas de Calais. Baromètres », *Études prospectives régionales*, n° 12, juillet.

(16) Jany-Catrice F. (2010), « La longue marche des indicateurs territoriaux », *Savoir/Agir*, n°10.

## Les propositions de la commission Stiglitz : avancées et limites

Ayant pour mission de faire le point sur la mesure des performances économiques et du progrès social, la commission Stiglitz aurait pu s'attacher à tester les avantages et les inconvénients de ces différents indicateurs. Bien qu'elle se soit défendue de vouloir développer des indicateurs agrégatifs synthétiques (PIB ajusté), certaines de ses préconisations se situent pourtant dans cette veine. Prémices à une estimation des volumes de production domestique, des propositions visent ainsi à une meilleure connaissance des budgets temps des ménages. De même, on trouve dans le rapport de la commission des suggestions en vue de mieux capter l'hétérogénéité des situations des individus. Plus généralement, le rapport envisage le bien-être sous le couple qualité de vie/soutenabilité environnementale.

### Des indicateurs de qualité de vie

Concernant la possibilité de prendre en considération l'idée de santé sociale, la commission a retenu une entrée par la « qualité de vie », ce qui lui permet de combiner des dimensions individuelles et sociales. Deux pistes ont été approfondies. La première rend compte de la qualité de vie en s'appuyant sur les déclarations subjectives des individus et l'analyse de leur satisfaction, de leurs sentiments, et de leurs affects. Cette approche, qui est privilégiée par la commission, trouve ses fondements dans les théories de la psychologie hédoniste et s'inscrit directement dans la lignée des travaux économiques utilitaristes qui étudient ce qui rend l'expérience de la vie (individuelle) plaisante ou déplaisante. Le rapport montre un réel intérêt pour l'indice U de D. Kahneman et A. Krueger qui « mesure la part du temps durant laquelle le sentiment dominant d'un individu est négatif » (p. 236). La seconde, relevant d'une notion plus objectivée de la qualité de vie, s'appuie sur plusieurs variables susceptibles de donner des informations sur les différentes dimensions de la qualité de vie, telles que la santé, le travail (rémunéré et domestique), les trajets domicile travail, les loisirs, le logement, la gouvernance, les liens sociaux, ou encore l'insécurité dans toutes ses facettes.

### Des indicateurs de soutenabilité environnementale

Le rapport Stiglitz déclare se limiter d'emblée aux aspects économiques de la soutenabilité, suggérant qu'il est nécessaire de bien distinguer les données du bien-être présent et du bien-être futur, et considérant comme peu rigoureuses les initiatives visant à les fusionner dans un même agrégat. Il défend certes l'idée de tableaux de bord recensant des ressources physiques, mais succombe à la tentation de la monétarisation, du fait de la propriété agrégative de cette unité de compte. Cela n'est pas sans

poser de nombreuses et redoutables questions. En réservant une large place (17) à l'épargne nette ajustée, indicateur synthétique émanant de la Banque mondiale, la commission met en avant l'idée que la soutenabilité nécessite un stock de capital constant dans le temps, capital mesuré ici sous l'angle du capital économique (épargne brute des ménages ajustée), du capital naturel (estimation monétaire des dommages aux actifs naturels), et du capital humain (dépenses d'éducation). Cela correspond à l'idée que la société doit être en capacité de donner aux générations futures un ensemble d'opportunités « économiques » au moins aussi grand qu'aux générations présentes. Outre le fait qu'on est déjà, avec cet indicateur, au-delà des purs aspects économiques de la soutenabilité, celui-ci n'évite pas un certain nombre d'écueils, centraux si l'on vise une réflexion sur le « progrès » (18) ou le développement humain soutenable. Parmi ceux-ci, l'hypothèse implicite de substituabilité (19) entre les dimensions économique, sociale et environnementale fait fi de phénomènes d'irréversibilité qui peuvent se produire.

## Les conditions sociales d'élaboration de ces nouveaux indicateurs

Découpler la réflexion sur les indicateurs des conditions sociales de leur élaboration, et des usages sociaux qui en découleront est problématique. Cela peut en effet conduire à des solutions qui, d'un point de vue théorique, peuvent paraître séduisantes, mais qui, d'un point de vue opérationnel, sont inefficaces ou trompeuses. Sur ce plan, la commission Stiglitz a opté pour un travail d'expertise en chambre. Or, ces conditions sociales d'élaboration d'indicateurs sur « le monde que nous voulons » (20) peuvent être interrogées sur au moins deux aspects. Le premier relève du caractère mono-disciplinaire de la composition de la commission, la grande majorité des protagonistes étant peu ou prou économistes. Le second concerne la mise à l'écart de procédures qui auraient pu conduire à une expertise élargie, à la valorisation de controverses, en recourant par exemple à des auditions, comme cela se fait fréquemment en démocratie sur des sujets aussi fondamentaux (21).

(17) Cependant plus limitée que dans le rapport préliminaire sur lequel le réseau FAIR s'était prononcé.

(18) Méda D. (2009), « Quel progrès faut-il mesurer ? », *Esprit*, juin, pp. 86-118.

(19) Voir Cassiers I. et Thiry G. (2009), « Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte », *Regards économiques* n° 75, Université catholique de Louvain, décembre.

(20) Sen A. (2009), « Nous devons repenser la notion de progrès », *Le Monde*, 9 juin.

(21) Et comme cela avait été fait par le Conseil économique, social et environnemental sur le même sujet à la même époque. Voir « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », avis présenté par Le Clézio Ph. (2009), *rapport du CESE*.

Ce faisant, la commission n'a pas mené de réflexion approfondie sur la légitimité de ses propositions de nouveaux indicateurs, affirmant, pour les indicateurs composites, le caractère « arbitraire » des choix (en termes de dimensions retenues, de variables, ou encore, dans le cas d'indicateurs synthétiques ou composites, des pondérations). Deux arguments peuvent lui être opposés. D'abord, le caractère arbitraire est partagé par tous les indicateurs et n'est pas le monopole des initiatives alternatives. Dans le cas des indicateurs synthétiques monétarisés, tels que le PIB ou de l'épargne nette ajustée, c'est au marché (ou à « la théorie économique ») qu'est renvoyée, *via* les prix, la responsabilité – privée – des pondérations implicites. Dans d'autres initiatives monétarisées encore, un système d'imputation de prix est identifié à partir de modèles, relevant de jeux d'hypothèses complexes. D'autres enfin s'appuient sur des évaluations à partir de prix tutélares, dont le caractère arbitraire ou politique est sans équivoque (22). On peut tenter, c'est le deuxième argument, de sortir de l'arbitraire de deux manières au moins, chacune relevant d'une épistémologie propre. D'un côté, le caractère arbitraire est en partie levé lorsqu'il est fondé sur un processus de révélation des préférences individuelles, en particulier lorsque les indicateurs reposent sur des sondages, c'est-à-dire implicitement sur la subjectivité des représentations des individus. De l'autre, des tentatives raisonnées

d'élaboration de préférences collectives se développent. Certaines se fondent sur des conférences citoyennes, à partir de processus citoyens (Conseil de l'Europe) (23), d'autres sur des forums hybrides, rétablissant ainsi la pluralité des formes de savoirs experte et citoyenne (24). Ces initiatives font l'hypothèse que valoriser un dialogue entre acteurs divers, confrontant leurs exigences, et ne se limitant pas aux critères des experts spécialisés, peut créer et renforcer la légitimité. Ces processus envisagent ces nouveaux indicateurs comme des conventions partagées. Ils réhabilitent ce faisant l'un des piliers du développement durable : celui de la bonne gouvernance.

Florence Jany-Catrice,  
Maître de conférences en économie  
et membre du Clersé-Université Lille 1,

Dominique Méda,  
Directrice de recherches  
au Centre d'études de l'emploi

(22) Voir par exemple Centre d'analyse stratégique (2008), *La valeur tutélaire du carbone*, Rapport de la commission Quinet, juin.

(23) Conseil de l'Europe (2005), *Élaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale, guide méthodologique*, Strasbourg, juin.

(24) Voir Jany-Catrice F. (coord.) (2008), *op. cit.*

## Pour en savoir plus

Gadrey J., Jany-Catrice F. (2005, rééd. 2007), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».

Méda D. :

- (1999), *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Aubier, repris partiellement avec une préface inédite dans (2008), *Au-*

*delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Paris, Flammarion, collection « Champs essais ».

Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.-P. (2009), *Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Rapport au Président de la République.